

**MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE
MPCE**

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'OUEST

**RAPPORT FINAL DE L'ATELIER PARTICIPATIF DEPARTEMENTAL
Portant sur la stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
(DSNCRP)**

Juin 2007

Sommaire

- 1.- Mise en contexte
- 2.- Méthodologie
 - 2.1.- Phase préparatoire
 - 2.2.- Contraintes
 - 2.3.- Phase exécutoire
 - 2.3.1.- Organisation
 - 2.3.2.- Travaux en Atelier
- 3.- Formulaire d'Evaluation
- 4.- Choix des Représentants au Forum National
- 5.- Conclusion
- 6.- Annexe
 - a) Six Tableaux cités dans le texte
 - b) Résultats des travaux en Atelier

1.- Mise en Contexte.-

Dans le cas des pays pauvres et endettés, les institutions de Bretton Wood ont mis en application une nouvelle formule pour l'Aide Publique au Développement. Il s'agit d'une stratégie qui vise à la réduction de la pauvreté dans certains pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique par la mise en oeuvre de programmes et projets conçus sur une base consensuelle et participative. C'est dans cet optique que le pays se trouve engagé et la Direction Départementale de l'Ouest a été mobilisée pour offrir sa contribution à l'instar des autres Directions Départementales à l'élaboration de la composante Départementale du Document Stratégique Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté.

2.- Méthodologie.-

Elle est indiquée à partir d'un canevas qui fournit l'essentiel de la démarche devant aboutir à l'organisation d'un ATELIER DEPARTEMENTAL où toutes les couches de la population sont représentées:

Elus locaux, Parlement, Organisation non Gouvernementales, Société Civile et les Pauvres.

2.1 Phase Préparatoire.-

Dans le cas particulier du Département de l'Ouest, le document de référence, à savoir le Livre Blanc du Département n'a pas été élaboré. Il a donc fallu faire des recherches de documentation pour l'élaboration du Diagnostic Socio-économique dans un temps record pour aboutir à la date fixée pour la tenue de l'Atelier Départemental.

La DDPO a fait l'acquisition d'ouvrages tels que : Budget de Consommation des Ménages et l'Enquête sur les conditions de vie en Haïti.

Une proposition de Méthodologie pour l'élaboration du Diagnostic Sectoriel Départemental a été soumise à quatre (4) Secteurs (MARNDR, MSPP, MTPTC et MENFP). Seuls le MARNDR et le MTPTC ont pu fournir à temps leur Diagnostic Sectoriel.

Des recherches ont été conduites auprès du Ministère du Commerce et de l'Industrie, du Tourisme et de la BRH pour avoir les informations statistiques devant alimenter le document de travail à présenter à l'atelier.

Une campagne de sensibilisation a été menée à travers le Département grâce à des partenaires de la Société Civile cantonnés au niveau des chefs-lieux d'Arrondissement. Plusieurs visites de terrain ont été effectuées en vue de la réussite de cette activité.

Les invitations ont été adressées dix jours avant la rencontre et un rappel par courrier électronique et par téléphone pour ceux qui en disposent a été fait deux (2) jours avant la date de la rencontre.

2.2 Contraintes.-

L'Hôtel Plaza a été choisi en raison de son accès facile malgré l'inconvénient majeur de la capacité de la salle d'accueil (environ 120 personnes). Tenant compte du nombre élevé des Sections Communales du Département (111) et du total des communes (20), la DDO a dû faire une sélection au niveau des communes dans le choix des CASECS. Trois seulement ont été sélectionnés par commune en tenant compte d'une part du potentiel économique et d'autre part du niveau de pauvreté de la Section Communale. Les vingt Maires du Département ont été invités. Pour le Parlement, le premier Sénateur de l'Ouest et cinq Députés des chefs-lieux d'Arrondissement ont été également invités. Dix ONGs ayant une couverture Départementale ont été sélectionnées et six Organisations de la Société Civile. Les autres participants ont été les représentants des Directions Départementales et Organismes Autonomes déconcentrés, le Délégué Départemental et 3 Vice-Délégués d'Arrondissement, la MINUSTAH et les encadreurs du MPCE.

2.3.- Phase Exécutoire.-

Jours de la rencontre : 20 – 21 juin 2007.

Lieu : Hôtel Plaza (Champs de Mars).

2.3.1.- Organisation.-

L'inscription des participants a démarré à 8hres a.m. Chaque participant a reçu une chemise contenant 2 textes : le diagnostic socio-économique et le diagnostic de la pauvreté, 2 formulaires : guide de participation et adhésion au Diagnostic Départemental de la Pauvreté, un badge d'identification, une plume et dix feuilles de papier. Le tableau No 1 en annexe donne le profil des participants pour les 2 jours de la rencontre et le tableau No 2 la représentation des Collectivités Territoriales pour les vingt Communes du Département.

Conformément à l'Agenda, le mot de bienvenue a été prononcé par le Directeur Départemental Monsieur Michel DELERME.

Le Ministre de la Planification Monsieur Jean Max BELLERIVE a prononcé les propos de circonstance.

Le Délégué Départemental Monsieur Michel BERNARDIN a officiellement ouvert la séance.

Le Conseiller Spécial Monsieur Claude GRAND-PIERRE a présenté la méthodologie pour le déroulement des travaux.

Une 1^{ère} pause a été observée.

Après la pause, Monsieur Claude GRAND-PIERRE a fait un exposé magistral sur le DSRP (historique et objectifs). Ensuite le Directeur Départemental a présenté le diagnostic socio-économique et finalement Mme Léonne PROPHETE a dressé un profil de la pauvreté à partir des besoins fondamentaux insatisfaits tirés de la Carte de Pauvreté.

Un débat s'en est suivi avant la formation des sous-groupes pour le travail en Atelier.

2.3.2. - Travaux en Atelier.-

Huit sous-groupes ont été formés dont 4 pour le diagnostic socio-économique et 4 pour le diagnostic pauvreté. Les thèmes débattus ainsi que le nombre des participants pour chaque sous-groupe sont indiqués dans les tableaux III et IV en annexe.

Ces travaux ont débuté dans l'après-midi du 20 juin et se sont poursuivis toute la matinée du 21. Les résultats de chaque sous-groupe ont été présentés par le rapporteur désigné en plénière et des débats ont eu lieu après chaque présentation. Cette stratégie a permis de clarifier et d'éclaircir certains points de vue en ce qui concerne les thèmes traités. Les résultats des travaux en ATELIER sont en annexe de ce rapport.

3.- Formulaire d'Evaluation.-

Les formulaires : questionnaire guide de participation et adhésion au diagnostic départemental de la pauvreté n'ont pas été remplis par la majorité des participants. Plus de 50% ont répondu positivement en totalité ou en partie aux diverses questions formulées. Les tableaux IV et V en annexe offrent dans le détail les résultats obtenus pour cette phase des travaux.

4.- Choix des représentants au Forum National.-

Après la plénière, il a fallu sélectionner les représentants pour le Forum National. Les participants ont procédé selon leur appartenance à savoir : Mairies, Casecs et Société Civile à un vote démocratique. Les résultats ont conduit aux choix suivants:

- Pour les Mairies : Monsieur Constant JOSEPH, Maire de la commune de Anse à Galets;
- Pour les CASECS : Monsieur Registre MARTINEZ Coordonnateur de CASEC pour la 11^{ième} section de Petit-Goâve;
- Pour la Société Civile : Monsieur Jean Jude LAROSE de l'Association pour la Promotion d'une Agriculture Biologique (Cabaret).

5.- Conclusion.-

Cet Atelier peut être considéré dans sa conception comme un exercice de Planification participative. Les sous-groupes ont déterminé eux-mêmes à partir du diagnostic Socio-économique départemental les atouts et potentialités du Département, les contraintes au Développement et les actions prioritaires en vue d'une certaine croissance économique. Pour les axes d'intervention les participants ont validé et proposé d'autres filières pour certains domaines tels que : l'Agriculture, le Transport et le Tourisme. Les travaux ont pris fin avec les propos de remerciements d'un participant suivis de ceux du Directeur Départemental et finalement du Délégué de l'Ouest.

Tableau – I

Répartition du nombre de Participants par catégories pendant les deux (2) jours de l'Atelier		
Jours	Mercredi 20 juin 2007	Jeudi 21 juin 2007
Catégories		
Institution Publiques	24	24
Mairies	13	16
Association/Organisation	4	4
CASECS	51	53
Parlement : Sénateur (s)	--	--
Député (s)	2	2
MINUSTAH	6	6
ONG	3	3
Autres	5	5
Total	108	113

Tableau II.-

Représentation des Collectivités Territoriales à l'ATELIER de l'Ouest				
COMMUNE	MAIRES ET CASECS		MAIRES ET CASECS	
	Premier Jour (1er)		Deuxième jour (2eme)	
Port-au-Prince	1		1	
Delmas		1		1
Carrefour	1	5	1	6
Pétion-Ville		2		2
Kenscoff	1	3	1	3
Gressier		2		2
Léogâne	2	4	2	5
Petit-Goâve	3	3
Grand-Goâve		3	1	3
Croix-des-Bouquets	1	4	1	4
Thomazeau	1	3	1	3
Ganthier	1	3	1	3
Cornillon	1	3	1	3
Fonds-Verrettes	1	1	1	1
Arcahaie	2	2	2
Cabaret	1	2	1	2
Anse à Galets	1	3	1	3
Pointe-à-Raquette	1	3	1	3
Tabarre		2		2
Cité-Soleil		2		2
TOTAL	13	51	16	53

**Tableau III.- Atelier Diagnostic Socio-économique.-
Sous-Groupes.-**

Classement	Thème	Nombre de Participants
A1	Atouts et Potentialités	9
A2	Contraintes	12
A3	Axes d'intervention	12
A4	Actions prioritaires	12
Total	4	45

**Tableau IV.- Atelier Diagnostic Pauvreté.-
Sous-Groupes.-**

Classement	Thème	Nombre de Participants
B1	Santé	11
B2	Education	14
B3	Eau	9
B4	Assainissement	15
Total	4	49

Tableau V.-

Formulaire d'adhésion au diagnostic départemental sur la pauvreté					
	Oui	Pourcentage %	Non	Pourcentage %	Total
Etes-vous globalement d'accord avec les principales données du diagnostic	52	93	4	7	56
Etes-vous partiellement d'accord avec les données du diagnostic	47	90.38	5	9.62	52
Etes-vous contre les principales données du diagnostic	8	14.29	48	85.71	56

Tableau VI.-

Evaluation des participants en fonction de leur appréciation de l'Atelier	
	Pourcentage (%)
Organisation de l'Atelier	85.71
Présentation des intervenants	81.43
Compréhension des sujets débattus	70.00
Débats	82.86
Participation	71.43

Echelle d'appréciation : 100% Excellente 75% Bonne 50% Moyenne 25% Médiocre

ATELIER BFI
I.- Sous - Groupe – Santé.-

- 1.- Construction de voies de pénétrations pour faciliter l'accès aux services de santé aux habitants des Sections Communales reculées, enclavées.
- 2.- Réhabilitation complète de l'hôpital de Bon – Repos.
- 3.- Allocation de ressources humaines, financières et matérielles suivant le document du " Paquet Minimum de Service" PMS du MSPP à toutes les institutions sanitaires y compris le bureau Départemental de l'Ouest et les bureaux communaux.
- 4.- Affectation d'un Conseil de Gestion ou Comité de Santé à chaque institution sanitaire publique pour combattre la corruption.
- 5.- Valorisation du personnel de santé de l'Ouest;
Amélioration des conditions de travail;
Fournir les moyens nécessaires pour la réalisation des tâches.

Révision de la grille salarial du MSPP face à l'augmentation du coût de la vie.-

- ▶ Offrir des séances de formation, d'information, de recyclage de courte et de longue durée suivant une estimation des besoins à tout le personnel de santé y compris le personnel de soutien pour combattre la médiocrité;
- ▶ Offrir des incitatifs ou prime de satisfaction suivant le rendement du personnel dans toutes les Institutions;
- ▶ Plaidoyer pour offrir un plan de carrière au personnel de santé;
- ▶ Eduquer, informer la population pour un changement de comportement et une amélioration des conditions de vie;
- ▶ Réaliser des émissions de radio, des campagnes de sensibilisation, des kiosques d'information et des séances de communication dans les écoles, les clubs, les groupes d'intérêt, les églises, les marchés et tout autre rassemblement public.
- ▶ Formation d'éducateurs;
- ▶ Recrutement des jeunes dans les Communes et les Sections Communales suivant leur aptitudes, les orienter en sciences médicales, paramédicales, officiers sanitaires, matrones, agents de santé afin qu'ils puissent revenir dans leurs Communes respectives pour combattre le phénomène de l'absentéisme et accorder un minimum de confort et des avantages sociaux aux résidents en service social et au personnel sanitaire ne demeurant pas dans la commune ou la Section Communale;

- ▶ Plaidoyer pour l'ouverture de l'école départementale des officiers sanitaires;
Réaliser des inspections dans les marchés publics;
- ▶ Encourager la création de mutuel, des coopératives, des caisses d'assistance médicale au niveau de la Section Communale;
- ▶ Offrir des soins de santé gratuits aux personnes très âgées et à celles frappées d'incapacité physique et tout patient en situation d'urgence médicale;
- ▶ Etablir une politique d'exonération justifiée dans les cas où le patient n'est pas en mesure de répondre au coût des services de santé;
- ▶ Mettre à la disposition des patients un carnet de paiement standard pour la contribution financière des familles aux soins de santé;
- ▶ Accorder une allocation budgétaire raisonnable à la Direction Sanitaire de l'Ouest (DSO) pour son fonctionnement régulier;
Alléger les procédures de décaissement au niveau de MEF (Ministère de l'Economie et des Finances);
- ▶ Construire un dépôt suivant les normes pour le stockage des intrants et un animateur de haute capacité pour le DSO (Assainissement);
Un incinérateur artisanal suivant les normes dans chaque institution sanitaire publique du DSO;
- ▶ Réactiver le projet de construction de latrines pour la population des zones reculées;
- ▶ Renforcer le contrôle régulier des Pharmacies;
Contrôler les prix des médicaments en vente libre dans les markets et autres structures commerciales autorisées par le UCI et le DPM/NIT;
- ▶ Plaidoyer pour combattre la vente illicite des médicaments dans les rues (marchands ambulants)
- ▶ Dépister les fabricants de médicaments contrefaits;
- ▶ Obliger toute institution sanitaire mixte et privée à obtenir du DSO le renouvellement de leur permis de fonctionnement suivant les normes du MSPP de façon régulière;
- ▶ Dépister, recenser et encadrer toute structure sanitaire, clinique, dispensaire, centre de santé, hôpital, pharmacie, laboratoire d'analyses médicale public, mixte et privé fonctionnant dans le Département de l'Ouest;
- ▶ Actualiser la carte sanitaire de l'Ouest et la rendre disponible aux usagers.
- ▶ Jumeler la santé et l'Education en recensant les nouveaux-nés

- ▶ Construire un centre de santé à lit dans chaque section communale suivant les besoins;
Doter chaque centre de santé d'un laboratoire bien équipé;
Rendre effectif le programme " Planning Familial " dans toutes les Communes et Sections Communales;
- ▶ Réaliser la supervision régulière à toutes les échelons de la DSO;
- ▶ Gérer les différents bénéficiaires et sous bénéficiaires des bailleurs de fonds dans le domaine de la santé;
- ▶ Plaidoyer pour structurer la médecine traditionnelle:
 - Recensement;
 - Évaluation;
 - Élaboration des normes;
 - Recherche;
 - Régulation;
 - Débats publics;
 - Formation.
- ▶ Encourager la clinique mobile dans les zones reculées et les marchés publics du DSO;
- ▶ Réhabiliter les institutions sanitaires publiques de l'Ouest.

II.- Sous - groupe - Education.-

- 1.- Construction d'une école nationale dans chaque section communale;
Niveau de la 1^{ere} année fondamentale jusqu'à la 9^{eme} année;
Attention particulière à accorder au pré-scolaire.
- 2.- Formation des maîtres pour arriver à la scolarisation universelle.
- 3.- Construction d'un lycée dans chaque commune;
Construction d'une école normale d'instituteurs dans chaque chef-lieu
d'Arrondissement.
- 4.- Uniformisation du matériel didactique;
Création de centres d'hébergement et de formation pour les enfants des rues;
Alphabétisation des adultes;
Montage d'une Bibliothèque dans chaque commune;
Cantines scolaires pour les élèves.

III.- Sous - Groupe – Eau Courante.-
Propositions pour l'amélioration de la quantité et la qualité de l'Eau.

- 1.- Inventaire et identification des points d'Eau.
 - a) Sources;
 - b) Eaux Souterraines;
 - c) Rivières.
- 2.- Réhabilitation des systèmes d'adduction d'eau existants.
- 3.- Traitement, Reboisement et gestion des bassins versants.
- 4.- Protection des Berges de rivières.
- 5.- Dragage des embouchures.
- 6.- Forage de puits dans les zones de plaine dépourvues de sources.
- 7.- Paiement de l'eau au volume.
- 8.- Traitement de l'eau destinée à la consommation au niveau des réservoirs.
- 9.- Elaboration d'un cadre légal de protection des Bassins Versants.
- 10.- Délocalisation de la population habitant l'environnement immédiat des sources captées.
- 11.- Utilisation de l'Energie alternative pour l'approvisionnement en eau de la population (énergie éolienne, solaire et cinétique).
- 12.- Construction des citernes familiales et communautaires.
- 13.- Création des unités de maintenance du système d'Eau.
- 14.- Etablissement d'un plan de zonage.
- 15.- Etablissement de barrages régulateurs à des fins d'irrigation.
- 16.- Mise en place des Ecoles de métiers de l'Eau.
- 17.- Mise en place d'un système d'évacuation et de recyclage des Eaux usagées.
- 18.- Construction de lacs collinaires.
- 19.- Mise en place d'une structure de contrôle concernant l'utilisation de la nappe phréatique de la plaine du Cul-de-Sac.

IV.- Sous - Groupe - Assainissement

- 1.- Construction de latrines publiques dans les villes côtières et les lieux publics;
- 2.- Dotation des mairies en matériels et équipements (brouettes, pelles, râteliers, pioches et de camions pour le ramassage des ordures ménagères);
- 3.- Dotation des mairies en poubelles publiques et de sachets en polyéthylène pour la collecte des ordures ménagères;
- 4.- Aménagement des sites de décharges;
- 5.- Collecte des matières plastiques pour recyclage;
- 6.- Curage des canaux de drainage;
- 7.- Formation des élus locaux dans le domaine environnemental;
- 8.- Montage d'une brigade CNE dans les chefs-lieux d'Arrondissement;
- 9.- Fabrication de compost par l'utilisation des matières organiques des déchets solides.

ATELIER SOCIO-ECONOMIQUE.-

I.- Sous - groupe: Atouts et Potentialités.-

Tourisme.-

Sites naturels (vues panoramiques, parcs naturels et la Forêt des Pins);
Espèces endémiques: caïman blanc (lac Azuëí), Iguane, flamant rose;
Sites historiques: monuments historiques et les fortifications;
Curiosités: restaurant, night club, galerie d'art, le rara, fêtes champêtres, le carnaval;
Musée du Panthéon.

Industrie.-

Main-d'œuvre abondante;
Possibilités de produire l'éthanol et l'alcool pour l'exportation;
Possibilités de développer les petites unités de transformations agricoles en milieu rural;
Possibilités de créer une zone franche à Cabaret (Laffiteau);
Possibilités de développer l'activité artisanale.

Commerce.-

Possibilités d'augmenter la production agricole destinée à l'exportation;
Possibilités de réduire la facture pétrolière par l'utilisation des énergies alternatives.

Mines et carriers.-

Possibilités d'exploitation du carbonate de calcium et des roches décoratives.

Agriculture.-

Possibilités d'accroître la production (volaille, élevage);
Possibilités de diversifier, en fonction des micro-climats, la production agricole;
Possibilités d'augmenter le volume des prises (pêche côtière et dans les plans d'eau);
Possibilités d'utilisation des déchets organiques pour la production du méthane et du compost.

Infrastructure.-

Possibilités d'intensifier le trafic du cabotage pour les échanges entre les villes côtières du Département.

II.- Sous-groupe: Contraintes.-

I.- Agriculture.-

Insuffisance de l'eau d'irrigation;

Mode de tenure;

Elevage libre;

Les cultures sont inappropriées par rapport aux zones de production;

Manque d'entretien et de suivi dans la gestion des systèmes d'irrigation;

Absence de crédit;

Carence d'outils agricoles;

Cheptel et volaille.-

Prix trop élevé des aliments pour la volaille et le bétail.

Pêche.-

Sous-équipements des pêcheurs.

II.- Représentation départementale du secteur agricole.-

Carence en personnel.

III.- Infrastructures routières.-

Sous-équipements de la DDO/MTPTC;

Carence en personnel.

Infrastructures maritimes.-

Sous-équipements des wharfs;

Absence de guides à la navigation.

IV.-Tourisme.-

Carence des infrastructures d'accueil;

Non aménagement des sites touristiques.

V.-Commerce.-

Importation : dépréciation de la gourde par rapport au dollar;

Exportation : Insuffisance de la production agricole (denrées, fruits);

Main - d'œuvre non qualifié;

Absence de contrôle de qualité.

VI.- Industrie.-

Sous- exploitation des énergies alternatives;

Monopole exclusif pour certaines filières de production;

Enclavement des sections communales.

III.- Axes d'Interventions proposés

Agriculture.-

Réhabilitation et construction des systèmes d'irrigation;
Amélioration des races (cheptel et volaille);
Renforcement du contrôle des épizooties;
Traitement des Bassins Versants;
Amélioration de la qualité des semences et leur disponibilité pour les agriculteurs;
Lutte phyto-sanitaire (insectes et maladies cryptogamiques);
Zonage des territoires agricoles;
Promotion des petites unités de transformation (valeur ajoutée);
Désenclavement des Sections Communales;
Formation continue du Personnel (Séminaires, Bourses d'Etudes);
Crédit Agricole.

Mines et Carrières.-

Evaluation du potentiel des sites par le service concerné;
Etude de leur impact sur l'environnement;
Mise en place d'une structure de contrôle et de taxation par les Mairies concernées;
Application de la loi sur l'exploitation des mines et carrières;
Exploitation rationnelle des Sites;
Fermeture des Sites d'exploitation à risque et leur récupération.

Infrastructures.-

MTPTC.-

Réhabilitation des routes Communales et Départementales;
Perçement de voies pénétrations dans les Sections Communales ayant une bonne Potentialité économique;
Construction de Gares routières;
Organisation du transport public.

Infrastructure Maritime.-

Formation de navigateurs et marins;
Montage de chantier naval;
Réhabilitation des Wharfs et Débarcadères;
Construction de Débarcadères pour les points de mouillage dépourvu;
Elaboration d'un nouveau code maritime;
Promotion du Trafic de Cabotage.

Tourisme.-

- ▶ Construction et Aménagement des plages publiques;
- ▶ Aménagement des parcs écologiques;
- ▶ Encadrement des groupes culturels locaux;
- ▶ Encadrement des artisans;
- ▶ Promotion (Documentaires, cartes postales etc...);
- ▶ Construction de centres cultures pour artistes;
- ▶ Construction de Places Publiques, de Terrains de jeu.

Commerce.-

- ▶ Promotion des denrées et fruits d'exportation;
- ▶ Réhabilitation et construction de marchés publics fonctionnels;
- ▶ Formation d'agents sanitaires;
- ▶ Mise en place d'une unité de premiers soins dans les marchés régionaux;
- ▶ Micro crédit aux marchands;
- ▶ Ouverture d'un bureau de commerce dans chaque Arrondissement;
- ▶ Réduction graduelle des intermédiaires entre producteurs et consommateurs.

IV.- Sous – Groupe: Actions prioritaires.-

Environnement.-

Reboisement des bassins versants;
Curage des rivières;
Construction des lacs collinaires;
Drainage des villes pour l'évacuation des eaux usées et de ruissellement;
Gestion des déchets et traitement;
Latrinsisation dans les sections communales;
Elaboration de lois protégeant les mangroves.

Infrastructures.-

Captage de sources;
Routes vicinales pour l'écoulement des produits venant des sections communales;
Construction et réaménagement des marchés communaux;
Aménagement et construction des systèmes d'adduction d'eau potable;
Construction de routes nationales, départementales et urbaines;
Electrification des communes.

Agriculture.-

Encadrement technique aux producteurs agricoles;
Lutte contre l'élevage libre;
Amélioration des races (cheptel et volaille);
Développement de l'agro-industrie et la transformation des produits agricoles;
Construction de banques d'intrants agricoles (Micro-Crédit);
Amélioration des méthodes et techniques utilisées par les pêcheurs;
Réhabilitation des systèmes d'irrigation.

Education.-

Réhabilitation et construction d'écoles communales;
Subvention des écoles fondamentales privées dans les sections communales;
Formation continue des maîtres;
Cantines scolaires dans les écoles publiques et privées;
Appui à l'alphabétisation;
Construction d'écoles professionnelles.

Santé.-

Construction de centres de santé, dispensaires materno infantile dans chaque section communale;
Formation des infirmières, auxiliaires et matrons;
Clinique mobile;
Aménagement des hôpitaux et dispensaires;
Mise en place d'une unité de premiers soins dans les marchés publics régionaux.

Sécurité et Administration Publique.-

Représentation de la PNH dans les sections communales;
Construction d'un complexe administratif logeant les services publics dans chaque commune.

Tourisme.-

Réhabilitation et construction de plages publiques;
Mesures incitatives pour stimuler les entrepreneurs à investir dans les structures d'accueil;
Mise en valeur des sites historiques;
Promotion de l'artisanat par le Ministère concerné;
Renforcement de la sécurité publique.